Le gouvernement à la manœuvre pour muscler la réforme de l'Etat

- Le séminaire de rentrée qui se tient mercredi doit notamment aborder le chantier « Action publique 2022 ».
- Emmanuel Macron et Edouard Philippe poussent les équipes de travail mises en place à se montrer plus audacieuses.

FONCTION PUBLIQUE

Renaud Honoré
@r_honore

Parmi les transformations économiques promises par Emmanuel Macron, celle-là tarde à prendre réellement forme. C'est sans doute la raison pour laquelle la réforme de l'Etat va être remise en haut de la pile des dossiers par l'exécutif. Le séminaire gouvernemental qui se tiendra mercredi, à l'issue du premier Conseil des ministres de 2018, lui consacrera une large place. Façon d'impliquer plus fortement les ministres et leurs administrations dans un processus qui montre quelques ratés au démarrage.

Mi-octobre, Edouard Philippe avait mis en place un groupe de haut niveau composé d'une trentaine de personnalités – le Comité Action publique 2022 (CAP 2022). L'idée était de réfléchir à une réforme des missions de l'Etat comparable à celles menées au Canada et en Suède il y a près de vingt ans. Le rapport n'est attendu qu'en mars, mais les premières remontées laissent, selon plusieurs sources, le gouvernement sur sa faim. Le Premier ministre pousse « *à ce que l'administration et les acteurs concernés soient disruptifs* », explique-t-on dans son entourage. Façon de convenir que ce n'est pas assez le cas pour le moment. « *Il faut ouvrir en grand les portes et s'autoriser à se poser beaucoup de questions* », répéterait ainsi Edouard Philippe auprès de ses équipes depuis quelques semaines.

A priori, le groupe CAP 2022 cherche pourtant à défricher tous les terrains. Cinq groupes de travail thématiques ont été constitués (« santé et solidarité », « travail et économie », ainsi qu'« agriculture, écologie et territoire », « enseignement, culture et sport » et enfin le régalien). Le comité se réunit tous les vendredis et organise de nombreuses auditions, sous la houlette de Frédéric Mion, directeur de Sciences Po Paris, Véronique Bédague-Hamilius, secrétaire générale de Nexity, et Ross McInnes, président du conseil d'administration de Safran. Selon plusieurs sources, le Franco-Australien, « *un peu sanguin* », est celui qui pousse le plus à des solutions en rupture.

Mais la tâche n'a rien d'aisé. Certains des leviers les plus puissants pour la réforme de l'Etat – les questions de l'hôpital ou de l'assurance-chômage par exemple – sont en effet traités en parallèle à CAP 2022. Certains réfléchissent à rapprocher des réseaux aux missions de plus en plus voisines, comme l'Urssaf et la Direction générale des finances publiques (DGFiP) sur les plans fiscal et social, ou les CAF et les CPAM.

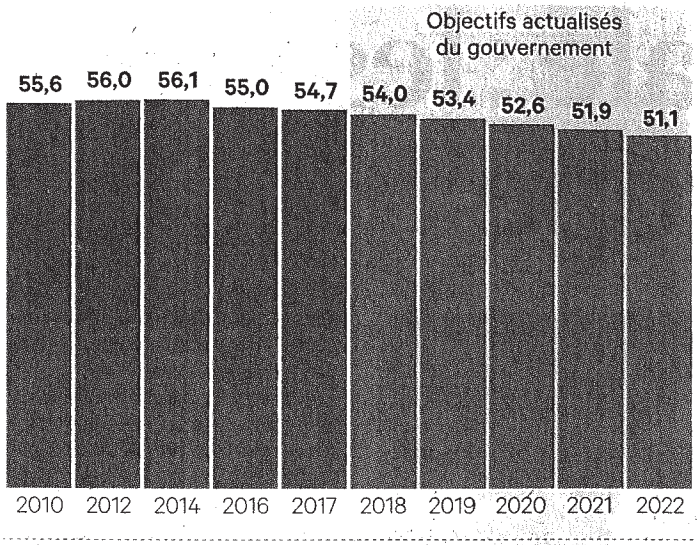
Chantiers transversaux

Un big bang est aussi attendu pour l'audiovisuel, après les fuites sur une réflexion autour d'un holding commun. En outre, des grands chantiers transversaux sont à l'étude, avec notamment « *une numérisation à marche forcée* », selon un bon connaisseur du dossier. Matignon et l'Elysée insistent pour que les équipes de travail fassent émerger des mesures qui marquent l'opinion publique. Pas simple.

Cette réforme de l'Etat, potentiellement explosive, est d'une haute importance pour le gouvernement. Celui-ci a promis de ramener le poids des dépenses publiques de 54,7 % du PIB en 2017 à 51,1 % en 2022. Une trajectoire impossible à tenir si CAP 2022 ne permet pas d'accoucher d'économies sérieuses. « *Si on continue au rythme actuel, on n'y arrivera pas* », reconnaît un poids lourd d'En marche à l'Assemblée. Pour 2018, le rythme de croissance pour la dépense publique a certes été réduit (+ 0,6 % en volume), mais il est supérieur à la stabilité promise en juillet. Le gros des 80 milliards d'euros d'économies sur le quinquennat a été renvoyé à l'après-2020 par l'exécutif. ■

Part des dépenses publiques dans le PIB

En %



« LES ÉCHOS » / SOURCE : PLF 2018